Zeitschrift: Mitteilungen / Vereinigung Schweizerischer Versicherungsmathematiker = Bulletin / Association des Actuaires Suisses = Bulletin / Association of Swiss Actuaries

Herausgeber: Vereinigung Schweizerischer Versicherungsmathematiker

Band: 78 (1978)

Vereinsnachrichten: Bericht der Arbeitsgruppe Personalversicherung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bericht der Arbeitsgruppe Personalversicherung

Unsere 1978er Tagung vom 22. September in Genf war ausschliesslich wirtschaftlichen Problemen der Sozialversicherung gewidmet. Wenn sich der Unterzeichnende für diesen Problemkreis entschieden hat, so einerseits in Anbetracht des Interesses, dem die Vorträge aus diesem Gebiet an der letztjährigen Tagung begegnet sind, und andererseits und hauptsächlich im Hinblick auf die grosse wirtschaftliche Bedeutung und die wirtschaftlichen Auswirkungen der Sozialversicherung und insbesondere der betrieblichen Personalvorsorge mit ihrer weitgehenden Kapitalbildung. Unsere Tagung sollte uns Einblick gewähren in die Betrachtungsweise dieser Probleme durch die Wirtschaftswissenschaft.
Referenten waren die Herren
Dr. Jean-Jacques Schwartz, Professor an der Universität Lausanne (Finances publiques) und wissenschaftlicher Berater des Eidgenössischen Finanzdepartements,
Dr. Matthias Haller (wie schon im Vorjahr), PD, Leiter des Instituts für Versicherungswirtschaft an der Hochschule St. Gallen, und
lic. oec. Walter Ackermann, Projektleiter an diesem selben Institut.
Das Thema des in französischer Sprache gehaltenen Vortrages von Prof. Schwartz lautete: «*Le rôle de la fortune des caisses de pensions du point de vue de la caisse et de l'économie générale*» und dasjenige der Ausführungen von Herrn Ackermann: «*Die betriebliche Altersvorsorge und die Grenzen der sozialen Sicherung*». Nachfolgend ein Auszug aus den Darlegungen der Referenten:

1. Prof. Schwartz:

Au niveau de l'individu il est parfaitement possible qu'une personne accumule des économies durant sa vie active et qu'elle vive ensuite comme rentier sans produire et sans avoir recours aux revenues des membres actifs de sa famille, en utilisant peu à peu ses réserves. Ceci est possible parce que l'opération peut se faire avec un «secteur extérieur» (extérieur à la famille).
Pour l'ensemble des institutions de prévoyance il n'existe pas de tel «secteur extérieur» au niveau de l'économie nationale, vu que des placements à l'étranger ne peuvent se faire que dans une mesure très restreinte. Nous nous trouvons donc face à un système fermé et l'analogie entre une personne âgée qui vit sans avoir recours à sa famille grâce à une épargne préalable, avec un ensemble de rentiers qui pourrait vivre sans recours à la population s'avère fallacieuse.

Un écureuil peut accumuler des noix dont il pourra se nourrir en hiver. Cette même procédure n'est pas possible dans la prévoyance. La génération active ne peut se créer une provision pour son «hiver», c.-à-d. pour sa vieillesse, que dans une mesure très restreinte. Des vivres ne peuvent être conservés pendant des décennies et les services dont les rentiers auront un grand besoin devront et pourront être fournis à l'avenir seulement et par d'autres personnes. En accumulant des capitaux les institutions de prévoyance ne créent donc en grande partie pas des réserves en biens de consommation, mais accumulent seulement des droits à une partie de la production courante de l'avenir. Malgré les réserves accumulées la future génération des rentiers ne peut vivre sur ses réserves que dans la mesure où la génération des actifs d'alors renonce à la consommation d'une partie des biens de consommation qu'elle produit, en la mettant à disposition des rentiers de l'époque. Sur le plan national il se produira donc une répartition (des biens de consommation) malgré l'application du système de la capitalisation.

Par la suite, le conférencier analyse dans le détail les mécanismes d'accumulation et de dissolution de réserves financières. Voici un résumé:

Dans la mesure où une institution de prévoyance (ou un autre épargnant) acquiert des valeurs réelles (maisons, etc.) ou met des moyens à disposition du secteur privé pour faire des investissements, il se forme du capital réel. Le rendement de ce capital réel peut couvrir une partie de la consommation des rentiers (l'habitation p.ex.) où il peut être liquidé plus tard pour servir des rentes, ceci à condition qu'il se trouve un acquéreur. – Du capital réel peut se créer également par des crédits au secteur public qui les utilise pour la construction d'écoles, de routes, etc.; cette forme de capital réel ne pourra toutefois pas être liquidée plus tard. La sécurité pour le créancier (l'institution de prévoyance) ne réside donc pas dans l'existence d'un capital réel, mais seulement dans la promesse à la charge des futurs contribuables d'assurer l'intérêt et le remboursement. – Dans la mesure où des crédits accordés par l'institution de prévoyance sont utilisés pour financer la consommation, il ne se crée pas de capital réel, et la sécurité pour le créancier ne consiste qu'en la promesse du débiteur de payer un intérêt et de rembourser plus tard le crédit.

Dans tous ces cas les cotisations versées à une œuvre de prévoyance, moyens soustraits à la consommation directe, sont de nouveau intégrées dans l'économie, soit sous forme d'investissements, soit sous forme de consommation par des tiers; l'équilibre économique est donc maintenu. Si au contraire ces cotisations ne servent qu'à l'augmentation des liquidités, elles sont soustraits au circuit économique et favorisent ainsi la récession.

Les investissements réels représent – en apparence au moins – la valeur la plus sûre. Toutefois, la liquidation d'un capital (nominal ou réel) pour le consommer (paiment de rentes) n'est possible que dans la mesure où quelqu'un se trouve pour l'acquerir, c.-à-d. la consommation du capital nécessite une épargne équivalente, la renonciation à la consommation de quelqu'un d'autre. La liquidation d'un capital signifie donc également une opération de répartition du pouvoir d'achat.

2. PD Haller:

Auch PD Dr. M. Haller wies in seinen Ausführungen auf einzelne makroökonomische Aspekte und Probleme der 2. Säule hin. Ausgehend von der unterschiedlichen einzelwirtschaftlichen und gesamtwirtschaftlichen Einkommens- und Vermögensbildung, legte er dar, dass ein Sparen im volkswirtschaftlichen Sinne nicht möglich ist: Volkswirtschaftlich betrachtet ist deshalb jedes Finanzierungsverfahren stets eine Art «Umlageverfahren», indem jeder Sozialaufwand – auch in Form von Vermögenseinkommen – immer dem Sozialprodukt der laufenden Periode entnommen werden muss. Aus Sicht der makroökonomischen Betrachtungsebene gibt es deshalb auch keine «billigere» oder «teurere» Lö ung der Altersvorsorge.
Anschliessend zeigte M. Haller mit Hilfe eines Kreislaufmodelles einige entscheidende Ansatzpunkte der volkswirtschaftlichen Beurteilung der 2. Säule auf. Mit der sogenannten «*Überflutungsthese*» wird der Befürchtung Ausdruck gegeben, ein Obligatorium der 2. Säule könnte empfindliche Störungen des Gleichgewichts zwischen Sparen und Investieren auslösen. Bei einem gleichzeitigen Mangel an «*Risikokapital*» wäre zudem die richtige Qualität der Spargelder in Frage gestellt. Mit der unerwünschten Konzentration der Verfügungsgewalt über diese Sparkapitalien sind zudem *ordnungspolitische Probleme* verknüpft. Während beim ersten Problemkreis infolge des kaum voraussehbaren Verhaltens der einzelnen Wirtschaftssubjekte gesicherte Aussagen nur bedingt möglich sind, sollten sich die beiden anderen Streitpunkte bei einer flexiblen und geschickten Gesetzgebung wesentlich entschärfen.

3. W. Ackermann:

Auf Grund von Modelluntersuchungen unter verschiedenen Hypothesen über die künftige Entwicklung der einzelnen Komponenten, die die Kosten der sozialen Sicherung in der Schweiz beeinflussen, ist das Institut für Versicherungswirtschaft der Hochschule St. Gallen zu folgenden Ergebnissen gelangt:

Während sich diese Kosten (inkl. 2. Säule) im Jahre 1975 auf rund 17% des BSP (bzw. 28% des AHV-pflichtigen Einkommens) beliefen, ist für das Jahr 2000 mit 19–24% des BSP (bzw. mit 34–43% der AHV-Löhne) zu rechnen. Diese Kostensteigerung ist zu einem guten Teil der Krankenversicherung zuzuschreiben.
Mittel- und längerfristige Voraussagen über die finanziellen Perspektiven des Sozialversicherungshaushaltes bleiben zwar mit vielen Unsicherheiten behaftet. Trotz berechtigter Einwände und Fragezeichen lässt sich nach Ansicht des Referenten jedoch die generelle Entwicklungstendenz nicht wegdiskutieren: Die sozialstaatlichen Aufwendungen werden auch in Zukunft einen steigenden Anteil des Sozialproduktes beanspruchen.
Wo liegen die Grenzen des Wohlfahrtsstaates für unser Land? Vergleiche mit andern Ländern, die aber mit Vorsicht zu interpretieren sind, zeigen, dass die Aufwendungen für Steuern und Sozialversicherungsbeiträge zusammen (ohne 2. Säule) in den Niederlanden bei 48% des BSP liegen, in Schweden bei 44%, in den meisten übrigen Staaten Westeuropas zwischen 34 und 38%; in den USA sind es 31,5% und in der Schweiz 28,8%. Die Schweiz liegt also nicht an der Spitze, verfügt dafür aber über eine starke 2. Säule. Aufschlussreicher als diese absoluten Zahlen ist für den Referenten indessen ein Vergleich der jährlichen Zunahme dieser Prozentsätze, und da liegt die Schweiz durchaus im Rahmen der andern westlichen Staaten.
Der Referent weist auf die volkswirtschaftliche Bedeutung hoher Sozialaufwendungen hin: Sowohl über die Finanzierungs- als auch über die Leistungsseite führen die künstlich gelenkten Geldströme der sozialen Sicherung zu Einkommensumschichtungen, die über individuelle Verhaltensveränderungen (Risikobereitschaft, Konsum- und Sparverhalten usw.) konjunktur- und wachstumspolitische Impulse auslösen, welche insgesamt eine spürbare Beeinflussung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklungsprozesse und Strukturen nach sich ziehen. Aber diese ökonomischen und gesellschaftlichen Veränderungen sind langfristiger Natur, komplex und noch wenig überblickbar.
Unter diesen Bedingungen erweist sich die engagiert geführte Diskussion über die «Grenzen des Wohlfahrtsstaates» nach der Auffassung des Referenten als wenig fruchtbar: Sowohl die Aussage «Die volkswirtschaftliche Tragbarkeit ist erreicht» als auch die Behauptung «Die zukünftigen Sozialaufwendungen sind verkraftbar» sind auf Grund des heute verfügbaren Wissensstandes nicht zu belegen.
Diese Zusammenhänge weisen nach Ansicht des Referenten auf die dringende Notwendigkeit hin, die gesamtwirtschaftlichen Auswirkungen des Sozialsektors gründlicher zu erfassen und die sozialpolitischen Massnahmen längerfristig zu planen.

Die Diskussion, an der u. a. auch unser korrespondierendes Mitglied Prof. Heubeck aus Köln teilnahm, brachte Fragen an die Referenten, die von ihnen beantwortet wurden, Ergänzungen, aber auch Vorbehalte zu einzelnen Ausführungen. – Den Referenten sei an dieser Stelle für ihre interessanten und anregenden Vorträge gedankt.

H. Schulthess